

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1100

10 mai 2013

SOMMAIRE

Agro-Sud Finances S.A., SPF	52763	Investissements du Centaure	52757
Asian Capital Holdings Fund	52760	KPMG Pension Scheme, Sepcav	52756
BlueGem II Partners S.à r.l.	52777	Ladybug Foundation	52755
Boaz S.A.	52758	Larix S.A.	52757
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	52767	Legg Mason Managed Solutions SICAV ..	52767
Cabot Holdings S.à r.l.	52770	Liberty Capital S.A.	52763
CAE Management Luxembourg	52792	Lugala S.A.- SPF	52758
CapitalatWork Alternative Fund	52769	Lux Electronic Company S.A.	52757
Cardaim S.A.	52796	Multiadvisor Sicav	52768
EDM International	52768	Multi Manager Access	52764
Finasset S.A.	52754	Pegase S.A.	52759
FIT Fund	52756	PrivAccess	52762
Four Sixteen Holding S.A. SPF	52755	PVV SICAV	52770
Freo Germany II Partners (SCA) SICAR	52769	RT3 S.A.	52759
Gallion International Holding S.A. SPF ...	52754	SF (Lux) SICAV 2	52761
Gedrosia Holding S.A.	52800	South Coast Real Estate S.A.	52754
G&P Invest Sicav	52759	SVA Multihedge	52777
Gradeon Group	52788	Sylan S.A., SPF	52766
Halisol Groupe, S.à r.l.	52800	Traviata Holding S.A. SPF	52755
Home Investment S.A.	52758	Triton Masterluxco 3 S.à r.l.	52784
Infor-ID S.A.	52756	Westland S.A. - SPF	52767

South Coast Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 90.337.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 8.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056881/10/19.

Gallion International Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 72.129.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056880/10/19.

Finasset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 128.961.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 2013 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013051030/16.

Four Sixteen Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 75.373.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056879/10/19.

Traviata Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 101.993.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056883/10/19.

Ladybug Foundation, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 171.457.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 21 mai 2013 à 16.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055186/788/16.

Infor-ID S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 54.077.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 mai 2013 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055873/696/15.

KPMG Pension Scheme, Sepcav, Société d'Épargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 80.358.

Notice is hereby given to the shareholders of KPMG Pension Scheme, Sepcav that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will be held at the offices of KPMG Luxembourg, at 5, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, on 30 May 2013 at 11.30 am, with the following agenda:

Agenda:

Modification of article 1 - Definitions, paragraph 3 of the articles of incorporation.

The shareholders are advised that a quorum of 50% of the capital is required for the items in the agenda and that the decisions will be taken by a majority of two thirds of the shares present or represented at the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at the meeting by proxy.

In order to vote at the extraordinary general meeting, shareholders must be present or represented by a duly appointed authorized representative. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy to the address of the Sepcav (9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) to arrive not later than 29 May 2013. Proxy forms can be obtained at the registered office of the Sepcav.

Luxembourg, 3 May 2013.

By order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2013056882/7509/20.

FIT Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 22.648.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de FIT FUND se tiendra le mardi 21 mai 2013 à 10 heures au siège de la société, 50 rue Basse à Steinsel avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012; affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Perspectives de développement.
6. Divers.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

Référence de publication: 2013051026/1593/19.

Lux Electronic Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 141.706.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 24 mai 2013 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053726/755/18.

Larix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 23.556.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 21 mai 2013 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055187/788/18.

Investissements du Centaure, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 58.474.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 22 mai 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055164/755/18.

Home Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.171.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme HOME INVESTMENT S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 27 mai 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059983/750/16.

Lugala S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 40.372.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 30 mai 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013059984/833/19.

Boaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 62.228.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 2013 à 10h00 au siège social de la Société.

Ordre du jour:

1. Décision de donner procuration à M. Roberto Sala pour représenter BOAZ SA à l'assemblée de la société NSA Italia Srl pour décider:
 - a) Approbation du bilan clos au 31.12.2012 et des documents y relatifs,
 - b) Divers
2. Décision de donner procuration à M. Roberto Sala pour représenter BOAZ SA à l'assemblée de la société Lepta Srl en liquidation pour décider:
 - a) Approbation du bilan clos au 31.12.2012 et des documents y relatifs,
 - c) Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013053734/536/19.

RT3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 118.676.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *1^{er} juin 2013* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056884/10/20.

Pegase S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 42.741.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi *21 mai 2013* à 10.00 heures au siège social 1, rue Joseph Hackin à L-1746 Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055165/755/19.

G&P Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 111.408.

Die Aktionäre der G&P Invest SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *29. Mai 2013* um 14.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung

5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der G&P Invest SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013057653/10183/31.

Asian Capital Holdings Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 43.100.

Our shareholders are hereby kindly convened to assist at the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of the Fund which will be held on 28 May 2013 at 3.30 p.m. (Luxembourg time) at the Fund's registered office to deliberate and vote on the following:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Board of Directors of the Fund for the financial year ended on 31 December 2012;
2. Presentation of the Report from DELOITTE AUDIT S.à r.l., Réviseur d'Entreprises Agréé, for the financial year ended on 31 December 2012;
3. Approval of Audited Financial Statements for the financial year ended on 31 December 2012;
4. Distribution of the net result for the financial year ended on 31 December 2012, as follows:
 - USD 0.25 per share for the class A of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;
 - EUR 0.19 per share for the class B of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;
 - CHF 0.23 per share for the class C of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;
 - USD 0.25 per share for the class A of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
 - EUR 0.19 per share for the class B of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
 - CHF 0.23 per share for the class C of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
5. Discharge of the Directors from all their duties during, and in connection with, the financial year ended on 31 December 2012;
6. Renewal of the mandate of the Directors for a period of one year ending with the Annual General Meeting of Shareholders of the Fund in 2014 which will approve the Audited Financial Statements of the financial year ending on 31 December 2013;
 - Mr John ALEXANDER, Chairman and Director
 - Mr Sylvain RODITI, Director
 - Mr Lionel AESCHLIMANN, Director
 - Mr Richard KATZ, Director
 - Mr Geoffroy LINARD DE GUERTECHIN, Director
 - Mr Dirk-Jan van OMMEREN, Director
 - Mr Dirk WIEDMANN, Director
7. Renewal of the mandate of DELOITTE AUDIT S.à r.l., as Réviseur d'Entreprises Agréé, for a period of one year ending with the Annual General Meeting of Shareholders of the Fund in 2014, which will approve the Audited Financial Statements of the financial year ending on 31 December 2013.

Please be informed that no quorum is required for the items on the agenda of the Meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Each share has a voting right. Shareholders may vote in person or by proxy.

The owners of bearer shares wishing to join this Meeting must deposit their shares five business days prior to the Meeting at the registered office.

Shareholders who will not be able to attend the AGM may be represented by power of proxy, the form of which is available at the registered office of the Fund or the Paying Agent. The form should be duly filled in and returned by fax

to +352 2488 8491 or by email (n.schroeder@bpere.eu) before 6.00 pm (Luxembourg time) on 27 May 2013 with the original to follow by post to the Fund at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

We would much appreciate if you could inform us at least two business days prior the Meeting by email n.schroeder@bpere.eu or by phone (00352 24 88 - 2656), if you have the intention to attend physically the Meeting.

The Audited Financial Statements as at 31 December 2012 are available at the registered office of the Fund and on the following website: www.groupedr.eu (Directory NAV Center).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013059980/755/51.

SF (Lux) SICAV 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.287.

Die Aktionäre von SF (LUX) SICAV 2 (die „Gesellschaft“) werden hiermit davon in Kenntnis gesetzt, dass die am 2. Mai 2013 abgehaltene ausserordentliche Generalversammlung nicht das erforderliche Quorum erreichte und somit nicht beschlussfähig war. Sie sind daher hiermit zur

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 11. Juni 2013 um 15:30 Uhr an deren Geschäftssitz in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg mit der folgenden Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

I. Änderungen der Satzung

1. Ersetzung jeglicher Bezugnahme in der Satzung auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010.
2. Einfügen eines neuen vorletzten Absatzes in Artikel 8 der Satzung mit folgendem Wortlaut:
„Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettovermögenswert eines Subfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Subfonds keine Mehrkosten oder sonstigen finanziellen Nachteile erwachsen.“
3. Einfügen der an die Verwaltungsgesellschaft zu zahlenden Gebühr in Artikel 10 der Satzung.
4. Austausch der Referenz auf die Richtlinie 85/611/EG durch Bezugnahme auf die Richtlinie 2009/65/EG in Artikel 17, 1. der Satzung.
5. Abänderung von Artikel 18 der Satzung, um den Verwaltungsrat zu ermächtigen eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen. Der neue Wortlaut von Artikel 18 lautet wie folgt:
„Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager / Verwaltungsgesellschaft
Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheide zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.
Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 15 des Gesetzes von 2010 ernennen.“
6. Einfügen einer Referenz auf die Verwaltungsgesellschaft in Artikel 19 der Satzung über Interessenkonflikte.
7. Änderung des Datums der ordentlichen Generalversammlung auf den 23. Oktober jedes Jahres und entsprechende Abänderung von Artikel 23 der Satzung sowie Streichung der Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung.
8. Einfügen eines Verweises auf die Auflösung von Aktienklassen und Streichung des Euro-Betrags, der bisher als Orientierung für die Auflösung von Teilfonds und Aktienklassen diente, im ersten Absatz von Artikel 25.
9. Änderung des zweiten Absatzes im Abschnitt „Zusammenlegung“ in Artikel 25 über die Benachrichtigung von Aktionären über die Zusammenlegung von Subfonds wie folgt:
„Den Aktionären wird der betreffende Beschluss gemäss der im Gesetz von 2010 enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jeder Durchführungsverordnung bekanntgemacht. Die von der Zusammenlegung betroffenen Aktionäre sind während eines Monats nach Mitteilung über den betreffenden Beschluss berechtigt, die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettoinventarwert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühr) zu verlangen.“
10. Zusätzliche kleinere Änderungen in Bezug auf, unter anderem, die konsistente Verwendung von definierten Begriffen.
11. Verschiedenes.

Der vollständige Text der Satzung ist auf Anfrage am Sitz der Gesellschaft in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, erhältlich.

Bei ausserordentlichen Generalversammlungen berechtigt jede Aktie zu einer Stimme.

Um zu der Versammlung zugelassen zu sein, bitten wir Sie eine entsprechende Mitteilung per Fax mindestens fünf (5) Geschäftstage vor der ausserordentlichen Generalversammlung an UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., Faxnummer +352 44 10 10 - 6249 zu senden.

Falls Sie nicht persönlich an der Versammlung teilnehmen können und statt dessen vertreten werden möchten, bitten wir Sie eine Vollmacht, datiert und unterschrieben, per Fax (gefolgt von einem Brief) bis zum 4. Juni 2013 an UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Faxnummer +352 44 10 10 - 6249 zu senden. Vorlagen für eine Vollmacht können durch einfache Anfrage an dieselbe Adresse bezogen werden.

Luxemburg, den 10. Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013059986/755/61.

PrivAccess, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 166.550.

You are duly convened to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company which will be held before a Luxembourg notary at 1 rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 May 2013 at 2.00 p.m.

As the first extraordinary general meeting of 22 April 2013 did not validly deliberate, as half of the capital of the Company was not represented, a second meeting is convened. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

Shareholders may be represented by a duly appointed agent and attorney-in-fact of their choice. Shareholders who cannot attend the general meeting in person are thus invited to send a duly filled in and executed proxy to the registered office of the Company 24 hours before the general meeting.

The agenda of the general meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of Article 5.2 of the articles of association of the Company (the Articles), which should read as follows: "The Management Shares are exclusively reserved to the Managing General Partner. The Ordinary Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the SIF Law (each a Well-informed Investor). The marketing of the Ordinary Shares may be restricted as further set forth in the relevant Compartment Specifications."
2. Insertion of a new Article 8.7 of the Articles, which should read as follows: "If a Share is the object of an usufruct (usufruit), it shall, upon instructions of the last owner of the full property right be registered jointly in the name of the usufruct owner (the Usufructuary) and of the bare owner (the Bare Owner)."
3. Insertion of a new Article 8.8 of the Articles, which should read as follows: "Both the usufruct owner and the bare owner shall be convened to any General Meeting, either ordinary or extraordinary and will have the same right of information in respect of the affairs of the Company."
4. Insertion of a new Article 8.9 of the Articles, which should read as follows: "The Usufructuary will be conferred, for each of the Shares he/she holds as usufructuary, the following rights:
 - (a) The voting right;
 - (b) Right to dividends and other distributions, except those granted to the Bare Owner under Section 8.10 hereafter;
 - (c) Any such subscription rights as set forth in the Issuing Document."
5. Insertion of a new Article 8.10 of the Articles, which should read as follows: "The Bare Owner will be conferred, for each of the Shares he holds as bare owner the rights to the proceeds of the liquidation of the Company. The Bare Owner will also have, towards the Usufructuary any such rights and entitlement which result from the Luxembourg law. Should there be special rights agreed upon between the Usufructuary and the Bare Owner, they will only have effect between those persons and not towards the Company."
6. Insertion of a new Article 8.11 of the Articles, which should read as follows: "The capacity of usufructuary or of bare ownership will be materialized and established by the inscription in the Share register of:
 - (a) opposite to the name of the Usufructuary, the reference to his usufruct entitlements as well as the Shares on which the usufruct has been established; and
 - (b) opposite to the name of the Bare Owner, the reference to his entitlements as a Bare Owner as well as the Shares on which his/her entitlement have been established."

7. Insertion of a new Article 8.12 of the Articles, which should read as follows:
" If the usufruct is terminated or lapses for any reason, it shall, upon the joint instructions of the usufruct owner and of the bare owner, or of their legitimate successors in right, be registered as to its full ownership in the name of the new owner thereof."
8. Subsequent renumbering of the current Article 8.7 and Article 8.8 of the Articles;
9. Amendment of Article 9.1 of the Articles, which should read as follows:
"The Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor and any additional condition as set forth in the relevant Compartment Specifications. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor and any other relevant condition will be verified by the Managing General Partner or any agent to which such function has been delegated by the Managing General Partner. This restriction is not applicable to the Managing General Partner."
10. Declaration:
To draw-up the present deed in English only; all future deeds will be then worded in English only as well.
11. Representation:
The Meeting authorises any lawyer of Loyens & Loeff acting alone with full power of substitution, to execute any and all documents, agreements, deeds, declarations and formalities and generally do and undertake whatever may be necessary or useful in order to complete, execute and accomplish the preceding resolutions.
12. Miscellaneous.

PrivAccess General Partner S.à r.l. acting as Managing General Partner of PrivAccess.

Référence de publication: 2013053114/755/68.

Liberty Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 82.141.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 21/05/2013 à 10.15 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire pour une période de 6 ans;
- Continuation de l'activité de la société;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013055160/20.

Agro-Sud Finances S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.315.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 28 mai 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013059979/1023/17.

Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.445.

The shareholders of Multi Manager Access (the "Company") are hereby informed that the Extraordinary General Meeting held on 2 May 2013 was not quorate. You are therefore hereby invited to the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company, which will be held on *11 June 2013* at 2.30 p.m. at the Company's registered office at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following

Agenda:

I. Amendments to the Articles of Incorporation

1. To replace any reference in the Articles of Incorporation to the Luxembourg law of 20 December 2002 by reference to the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law of 2010").
2. To insert reference to the fees payable to the management company in article 10, II, 6) of the Articles of Incorporation.
3. To amend article 18 of the Articles of Incorporation in order to provide the board of directors of the Company with the authority to appoint a management company. The new text of article 18 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"Art. 18. Management Company, Investment Advisor

The Board of the Company may appoint a management company. It may furthermore appoint an investment advisor (hereinafter the "Investment Advisor") who shall supply the Company with recommendation and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 17 hereof."

4. To insert a reference to the management company in article 19 of the Articles of Incorporation on conflicts of interest.
5. To insert a new article 17.1 into the Articles of Incorporation in order to provide the Company with the authority to invest up to 100% of the assets of any Subfund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, and to perform cross-Subfund investments (within the Company). The new text of Article 17.1 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"17.1 Risk diversification and investment restrictions

The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its Subfunds, in accordance with Part I of the Law of 2010. In particular:

- a) The Company may invest up to 100% of the assets of any Subfund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, which in principle includes the OECD, unless otherwise provided for in the sales document; provided that in such event, the Subfund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.
- b) Each Subfund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Subfunds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:
 - (i) the target Subfund does not, in turn, invest in the Subfund invested in this target Subfund; and
 - (ii) no more than 10% of the assets of the target Subfunds whose acquisition is contemplated may, pursuant to the Company's sales prospectus or these Articles of Incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCITS or other collective investment undertakings; and
 - (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Subfund concerned; and
 - (iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant Subfund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 2010; and
 - (v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Subfund having invested in the target Subfund, and this target Subfund.
- c) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established Subfunds and merging Subfunds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.
- d) Provided the particular Subfund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other Subfunds of the Company.
- e) All other investment restrictions are specified in the Company's sales prospectus."

6. To insert a new article 17.2 into the Articles of Incorporation in order to provide the Company with the authority and to establish Subfunds as master or feeder UCITS within the meaning of article 77 of the Law of 2010.
7. To add the following paragraph to article 11 of the Articles of Incorporation in order to allow the Company, for Subfunds in the form of a feeder UCITS, to suspend temporarily the determination of the net asset value per share and the issue, conversion and redemption of shares also whenever certain corporate actions take place on the level of its master UCITS:

“(g) a Subfund in the form of a feeder UCITS, when its master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder UCITS will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.”
8. To amend article 23 of the Articles of Incorporation in order to replace the provisions governing the notification of shareholders with references to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.
9. To amend article 24 of the Articles of Incorporation in order to clarify that the Company is authorized to merge Subfunds with UCITS domiciled in any EU member state.
10. To amend article 10 of the Articles of Incorporation relating to the calculation of the net asset value per share in order to align it to the current sales prospectus of the Company, which has been approved by the Luxembourg supervisory commission of the financial sector (the “CSSF”), by
 - adding a clause allowing for adjustments to the net asset value of share classes if on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow (so-called “swing-pricing”), and
 - restating the section governing the valuation of the assets held by each Subfund to read as follows:

“The value of the assets held by each Subfund is calculated as follows:

 - a) The value of any cash - either in hand or on deposit - as well as bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
 - b) Securities, derivatives and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply. In the case of securities, derivatives and other investments little traded on a stock exchange and for which a secondary market among securities traders exists with pricing in line with the market, the Company may value these securities, derivatives and other investments based on these prices. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.
 - c) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on any other regulated market, and for which no reliable and appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.
 - d) The valuation of derivatives that are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative is derived.
 - e) Units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities (“UCITS”) and/or undertakings for collective investment (“UCI”) will be valued at their last net asset value. Certain units or shares of other UCITS and/or UCI may be valued based on an estimate of the value provided by a reliable price provider independent from the target fund’s investment manager or investment adviser (Estimated Pricing).
 - f) (i) For Sub-funds that are money market funds,
 - the value of money market instruments which are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market open to the public is based on the appropriate curves. The valuation based on the curves refers to the interest rate and credit spread components. The following principles are applied in this process: for each money market instrument, the interest rates nearest the residual maturity are interpolated. The interest rate calculated in this way is converted into a market price by adding a credit spread that reflects the underlying borrower. This credit spread is adjusted if there is a significant change in the credit rating of the borrower.
 - interest income earned by sub-funds between the Order Date concerned and the respective Settlement Date may be included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date may therefore include projected interest earnings.
 - (ii) For the other Sub-funds that do not fall under the regulation in subsection f (i), the following regulation shall apply: For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of the individual investments is brought into line with the new market yields.

g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) known in Luxembourg or, if not available, on the most representative market for this currency.

g) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

h) The value of swap transactions is calculated by an external service provider, and a second independent valuation is made available by another external service provider. The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows.

In some specific cases, internal calculations based on models and market data available from Bloomberg and/or broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the UBS Global Valuation Policy.

The Company is authorised to apply other generally recognised and auditable valuation criteria in good faith in order to achieve an appropriate valuation of the net assets if, due to extraordinary circumstances, a valuation in accordance with the above-mentioned regulations proves to be unfeasible or inaccurate.

In extraordinary circumstances, additional valuations can be carried out over the course of the day. These new valuations will then be valid for subsequent issues and redemptions of units.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Subfund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organisation which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value (the "delegate of the board"), shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders."

11. To change the date of the annual general meeting of shareholders to 31 January of each year and to amend article 23 of the Articles of Incorporation accordingly.

12. Miscellaneous.

The full text of the revised Articles of Incorporation is available to shareholders upon request at the registered office of the Company 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

At the extraordinary shareholders' meeting, each share entitles to one vote.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at least five (5) business days in advance of the extraordinary general meeting to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 44 10 10 - 6249.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented, please return a proxy, dated and signed to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by fax followed by mail until 4 June 2013, fax number +352 - 44 10 10 - 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Luxembourg, 10 May 2013.

By order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2013059985/755/162.

Sylan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 30.919.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 mai 2013 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013059987/1023/16.

Westland S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 22.185.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme WESTLAND S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 27 mai 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059988/750/15.

Legg Mason Managed Solutions SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 60.118.

We are pleased to invite Shareholders to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Legg Mason Managed Solutions SICAV (The "Company") which will be held at the registered office of the Company, 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen, on 21st May 2013 at 11.00 a.m.

Agenda:

1. Review and approval of the report of the Board of Directors for the fiscal year ended 31st December 2012;
2. Review and approval of the report of the Auditors for the fiscal year ended 31st December 2012;
3. Review and approval of the Balance Sheet and Profit and Loss accounts as at 31st December 2012;
4. Allocation of net results;
5. Discharge of liabilities to the Directors and to the Auditors for the exercise of their mandate;
6. Statutory appointments;
7. Remuneration of the Directors;
8. Miscellaneous.

No quorum is required and decisions will be taken by the majority votes of the Shareholders present or represented.

Shareholders wishing to participate at the Meeting must confirm their attendance by registered mail to the Company at the above address to arrive no later than 20th May 2013.

In order to attend and vote at the Meeting, the holders of bearer Shares are requested to deposit their Shares at the registered office of the Company, or at Citibank Belgium S.A. - 263g, boulevard Général Jacques at 1050 Bruxelles - and at all Citibank offices in Belgium, Citibank Belgium S.A. performing financial services for the Sicav in Belgium, by 13th May 2013 at the latest

The annual report can be obtained on request at the registered office of the Company or at Citibank Belgium S.A.

The present convening notice is also sent by mail to all nominative shareholders.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013053725/755/29.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.403.

The Board of Directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A., SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on 21 May 2013 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory Elections
7. Remuneration of the Directors
8. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.l.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2013055161/755/24.

EDM International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 50.523.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of EDM INTERNATIONAL will be held at the offices of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, on May 28, 2013 at 9.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor for the year ended as at December 31, 2012;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31, 2012;
3. Allocation of the net results;
4. To discharge the Board of Directors with respect of their performance of duties for the year ended as at December 31, 2012;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of EDM INTERNATIONAL the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Shareholders are informed that they may obtain copies of the latest report at the registered office of the Company. They also may request that the report is sent to them free of charge.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013059981/755/28.

Multiadvisor Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 58.249.

Die Aktionäre der Multiadvisor Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 21. Mai 2013 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers

2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Multiadvisor Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013053129/10183/31.

Freo Germany II Partners (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.906.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *May 30, 2013* at 1.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the managing general partner.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2012.
3. Approval of the allocation of the results.
4. Discharge to the managing general partner for the performance of its mandate during the related fiscal year (related to the general partner's obligations under Luxembourg law).

The General Partner.

Référence de publication: 2013059982/29/17.

CapitalatWork Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.077.

Le conseil d'administration de la SICAV (le «Conseil d'Administration») invite les actionnaires de la SICAV à participer à une ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra auprès de l'étude de Maître Baden, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, le jeudi 23 mai 2013 à 14.30 heures en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Remplacement des références à la loi du 10 décembre 2002 par la loi du 17 décembre 2010;
2. Modification de l'article 17 des statuts de la SICAV afin de permettre à la SICAV de désigner une société de gestion soumise au chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 et de préciser que la nomination et la révocation des prestataires de la SICAV, y compris, le cas échéant, la société de gestion, fait partie des attributions du Conseil d'Administration qui statuera en la matière à la majorité des administrateurs présents ou représentés;
3. Divers.

Le projet de nouveaux statuts de la SICAV est disponible sur demande auprès du siège de la SICAV.

Cette assemblée générale extraordinaire nécessite un quorum de présence représentant au moins la moitié des actions de la SICAV, sans quoi l'assemblée sera reconduite. Les décisions seront approuvées au suffrage de la majorité qualifiée des deux tiers des actions présentes ou représentées.

Les actionnaires qui ne peuvent participer à cette assemblée sont invités à compléter et à signer la procuration ci-jointe et à la renvoyer au plus tard 24 heures avant la date de l'assemblée à CapitalatWork Alternative Fund c/o RBC Investor Services Bank SA, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services - Madame Aurore ALEXANDRE (Fax N° +352 / 2460-3331).

Luxembourg, le 30 avril 2013.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION .

Référence de publication: 2013055162/755/26.

PVV SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.676.

Die Aktionäre der PVV SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 22. Mai 2013 um 15.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der PVV SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44 903 - 4025, Fax 00352/44 903 - 4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013053130/10183/31.

Cabot Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.902.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of April.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

JCF III Europe S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 161027, having its registered office at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

duly represented by Johanna Wittek, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initiated "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of "Cabot Holdings S.a r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one British pound (GBP 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company shall be managed by a board of managers composed of at least one class A Manager and one class B Manager, who need not be shareholders of the Company.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, who fix(es) the term of their office. The managers may be dismissed freely at any time by the shareholders or the sole shareholder, as the case may be, without there having to exist any legitimate reason ("cause legitime").

The Company will be bound in all circumstances by the joint signatures of one class A manager and one class B manager or by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated.

The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, among which at least one (1) class A manager and one (1) class B manager must be present or represented. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting provided that at least an class A manager and a class B manager vote in favour of a resolution.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carryforward profits and distributable reserves, but decreased by carryforward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 12. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 13. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 14. If the Company has only one shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 15. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 16. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The share premium is freely distributable to the shareholders by the shareholders' meeting or by the board of managers.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 18. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 19. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All of the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by JCF III Europe S.a r.l., aforementioned, by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500).

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, JCF III Europe S.a r.l., representing the entirety of the subscribed capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as respectively class A and class B managers of the Company for an indefinite period as follows:

As class A Managers:

- a. Todd Freebern, born on 6 June 1975 in New York, United States, residing at 717, Fifth Avenue, 26th Floor, 10022 New York, United States, and
- b. Sally Rocker, born on 25 July 1954 in Ohio, United States, residing at 717 Fifth Avenue, 26th Floor, 10022 New York, United States,

As class B Managers:

- c. Jens Hoellermann, born on 26 July 1971 in Oberhausen, Germany, professionally resident at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,
- d. Ian Kent, born on 3 December 1976 in Birmingham, United Kingdom, professionally resident at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, and
- e. Simon Barnes, born on 2 December 1962 in Liverpool, United Kingdom, professionally residing at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

JCF III Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée et existante selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 161027, ayant son siège social au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

ici représentée par Johanna Wittek, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et entre tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, accorder des sûretés en faveur de ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société est constituée sous le nom de "Cabot Holdings S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12,500) parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat des gérants. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B ou par la signature conjointe ou par la seule signature de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué.

Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion pourvu qu'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B vote en faveur d'une telle décision.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dresse(nt) un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 18. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

L'intégralité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales a été souscrite par JCF III Europe S.à r.l., pré-qualifiée, par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500).

Les actions ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.200,-.

Résolutions

Et aussitôt après la constitution de la Société, JCF III Europe S.à r.l., représentant l'intégralité du capital social de la Société, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont respectivement élus en tant que gérants de classe A et gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée comme suit:

En tant que gérants de classe A:

a. Todd Freebern, né le 6 juin 1975 à New York, États-Unis, résidant au 717 Fifth Avenue, 26th Floor, 10022 New York, États-Unis, et

b. Sally Rocker, née le 25 juillet 1954 en Ohio, États-Unis, résidant au 717 Fifth Avenue, 26th Floor, 10022 New York, États-Unis.

En tant que gérants de classe B:

a. Jens Hoellermann, né le 26 juillet 1971 à Oberhausen, Allemagne, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

b. Ian Kent, né le 3 décembre 1976 à Birmingham, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et

c. Simon Barnes, né le 2 décembre 1962 à Liverpool, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. WITTEK et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2013. Relation: LAC/2013/18513. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Référence de publication: 2013056076/347.

(130068982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

SVA Multihedge, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 137.570.

—
EXTRAIT

En vertu d'une résolution de l'associé unique de la Société en date du 21 mars 2013, l'associé unique a décidé de nommer en tant que gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Messieurs Antoine Falempe, né à Croix (France) le 11 juillet 1982 et Arnaud Cayla, né à Boulogne Billancourt (France) le 31 mars 1974, tous deux demeurant professionnellement au 30, place de la Madeleine, F-75008 Paris, en remplacement de Messieurs Jean-François Schmitt et Daniel Thierry.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société est, depuis le 21 mars 2013, composé comme suit:

- Monsieur Antoine Falempe; et
- Monsieur Arnaud Cayla.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013047654/21.

(130050890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

BlueGem II Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 176.959.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of April;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

BG II (Lux) GP Limited, a limited liability company under English law with registered office at 16 Berkeley Street, London, W1J 8DZ and registered with The Registrar of Companies for England and Wales under 8441187,

here represented by Me Christopher DORTSCHY, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under a private seal.

The said power of attorney, after having been initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the Articles), which is hereby incorporated.

1. Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "BlueGem II Partners S.à r.l." (the Company).

2. Art. 2. Corporate Object.

2.1 The Company may act as general partner of, and take general partner interests in BlueGem II SCA, SICAV-FIS, an investment company organised as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SIF) subject to the Luxembourg act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

2.2 The Company may carry out any activities which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

3. Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

4. Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

5. Art. 5. Share capital. The Company's share capital is fixed at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares (the Shares, and each individually a Share), each Share having a nominal value of EUR 1.

6. Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles.

7. Art. 7. Distribution. Each Share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

8. Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

9. Art. 9. Transfer of shares.

9.1 In case the Company has only one shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable.

9.2 In case the Company has several shareholders, any transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of shareholders who represent at least three-quarters of the share capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of Shares among shareholders.

9.3 Any transfer of Shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

9.4 The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply to the transfer of Shares.

10. Art. 10. Redemption of shares.

10.1 The Company shall have the power to acquire Shares in its own share capital, provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

10.2 The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to these Articles shall apply in accordance with article 15 of these Articles.

11. Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

12. Art. 12. Management.

12.1 The Company is managed by at least two (2) managers forming a board of managers. Each manager shall be assigned either an A or a B signatory power. The managers need not be shareholders. The managers are appointed, revoked with or without cause and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

12.2 In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of this article have been complied with.

12.3 All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders fall within the powers of the board of managers.

12.4 The Company shall be bound by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

12.5 A manager may sub-delegate his/her powers for a specific task to one or several ad hoc agents. The delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.6 The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members and at least one manager with an A signatory power and one manager with a B signatory power are present or represented at the relevant meeting.

12.7 A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed at any board meeting by the board of managers by vote of the majority of the managers present or represented at the relevant meeting. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed.

12.8 Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented at the relevant meeting, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places previously approved by a resolution of the board of managers.

12.9 A manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

12.10 The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the chairman pro tempore of the relevant meeting, if one has been appointed or by any manager. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

12.11 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing, in which case the minutes shall consist of one or several documents setting forth the resolutions and signed by each manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature of a manager. Such circular resolutions are deemed to be passed in the Grand Duchy of Luxembourg.

13. Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name and on behalf of the Company.

14. Art. 14. General meetings of the shareholders.

14.1 An annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

14.2 Other general meetings of the shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholders can be passed in writing by all the shareholders instead of being passed at general meetings. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

15. Art. 13. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority

15.1 The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders

15.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions regardless of the number of Shares, which it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

15.3 However, resolutions to alter these Articles may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

16. Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

17. Art. 17. Financial statements.

17.1 Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

17.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

18. Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent

(5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) on a pro rata basis in proportion of to his (their) share holding in the Company. The board of managers may decide to pay interim dividends.

19. Art. 19. Liquidation. At the time of liquidation of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine his (their) powers and remuneration.

20. Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the 1915 Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

21. Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and Payment

These Articles having thus been established and all the Shares have been subscribed as follows:

BG II (Lux) GP Limited, predesignated: 12,500 Shares.

All these Shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2013.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately nine hundred Euros (EUR 900.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the shareholder resolves that the number of managers of the Company is set at four (4) and the following persons are appointed as managers of the Company, each for an unlimited period of time:

- Mr Marco CAPELLO, born on 12 August 1960 in Pevergagno (Italy) and with professional address at 16, Berkeley Street, London W1J 8DZ (United Kingdom), with an A signatory power;

- Mr Emilio DI SPIEZIO SARDO, born on 6 March 1977 in Napoli (Italy) and with professional address 16, Berkeley Street, London W1J 8DZ (United Kingdom), with an A signatory power;

- Mr Jean-Francois BOUCHOMS, born on 12 April 1966 in Luxembourg (Luxembourg) and with professional address at 15, rue du Fort Bourbon; L-1249 Luxembourg (Luxembourg); with a B signatory power; and

- Mr Mark WEEDEN, born on 4 December 1954 in London (United Kingdom) and with professional address at 21, Avenue Pasteur; L-2311 Luxembourg (Luxembourg) with a B signatory power.

2. the registered office is established at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand Duchy of Luxembourg,

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour du mois d'avril.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

BG II (Lux) GP Limited, une société à responsabilité limitée de droit anglais, ayant son siège social au 16 Berkeley Street, London, W1J 8DZ et enregistrée avec le The Registrar of Companies for England and Wales sous 8441187;

représenté par Maître Christopher DORTSCHY, avocat, résidant au Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée (les Statuts) qu'elle déclare constituer.

1. Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "BlueGem II Partners S.à r.l." (ci-après, la Société).

2. Art. 2. Objet social.

2.1 La Société peut agir en tant qu'actionnaire commandité de, et prendre des intérêts d'actionnaire commandité dans BlueGem II S.C.A., SICAV-FIS, une société d'investissements organisée sous la forme de société d'investissement à capital variable

- fonds d'investissement spécialisé (FIS) soumise à la loi modifiée luxembourgeoise du 13 février 2007 relative au fonds d'investissement spécialisé.

2.2 La Société peut accomplir toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

3. Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4. Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven.

4.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

4.3 La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

5. Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales (les Parts, et individuellement une Part) d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.

6. Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des Statuts.

7. Art. 7. Distributions. Chaque Part donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des Parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

8. Art. 8. Parts indivisibles. Les Parts sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

9. Art. 9. Transfert de parts.

9.1 Lorsque la Société n'a qu'un associé unique, toutes cessions de Parts détenues par l'associé unique sont libres.

9.2 En cas de pluralité d'associés, la cession de Parts inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de Parts entre associés.

9.3 La cession de Parts mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

9.4 Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées en ce qui concerne le transfert de Parts.

10. Art. 10. Rachat de parts.

10.1 La Société pourra acquérir ses propres Parts pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables suffisants.

10.2 L'acquisition et la disposition par la Société de Parts détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux termes et conditions qui seront décidés par l'associé unique/ une assemblée générale des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des présents Statuts sont d'application.

11. Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

12. Art. 12. Gérance.

12.1 La Société est gérée par au moins deux (2) gérants qui formeront un conseil de gérance. Les gérants se verront attribuer un pouvoir de signature A ou B. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés, révoqués avec ou sans cause et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

12.2 Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société et sous réserve du respect des dispositions du présent article.

12.3 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

12.4 La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant avec un pouvoir de signature A et d'un gérant avec un pouvoir de signature B.

12.5 Un gérant peut déléguer ses compétences pour une opération spécifique à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Les gérants déléguant détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

12.6 Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée et qu'un gérant avec un pouvoir de signature A et un gérant avec un pouvoir de signature B est présent lors de la réunion concernée.

12.7 Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance par un vote de la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion concernée. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné.

12.8 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés à la réunion concernée et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

12.9 Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social.

12.10 Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par le président pro tempore de la réunion concernée, si un président a été désigné ou par tout gérant. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

12.11 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents décrivant les résolutions et signés par tous les gérants. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature d'un gérant. Une décision prise par voie circulaire sera considérée comme ayant été passée au Grand-Duché de Luxembourg.

13. Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom et pour le compte de la Société.

14. Art. 14. Assemblée générale des associés.

14.1 Une assemblée générale annuelle des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

14.2 D'autres assemblées générales des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

14.3 Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

15. Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité.

15.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

15.2 En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts lui appartenant. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de Parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

15.3 Cependant, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

16. Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

17. Art. 17. Comptes annuels.

17.1 Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou, en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

17.2 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

18. Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net sera distribué aux associés sur base proportionnelle de leurs détentions de Parts dans la Société. Le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

19. Art. 19. Liquidation. Lors de la liquidation de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommés par le(s) associé(s) qui fixera (fixeront) leurs pouvoirs et leurs émoluments.

20. Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

21. Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi sur les Sociétés.

Souscription et Libération

Les Statuts ayant ainsi été établis et toutes les Parts ont été souscrites comme suit:

BG II (Lux) GP Limited, prédésignée: 12.500 Parts.

Toutes les Parts sont entièrement libérées par paiement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), est désormais à la libre disposition de la Société; preuve ayant été donné au notaire instruant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

Déclaration

Le notaire passant le présent acte déclare que les conditions prévues à l'article 26 de la Loi de 1915 ont été remplies et s'en porte expressément témoin.

Frais

Les coûts, dépenses, salaires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui puisse être engagés ou mis à la charge de la Société en conséquence de sa constitution est évalué approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution, l'associé unique représentant l'entière du capital souscrit de la Société a adopté les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide que le nombre de gérants de la Société est fixé à quatre (4) et les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société, chacune pour une durée indéterminée:

- Monsieur Marco CAPELLO, né le 12 août 1960 à Pevergagno (Italie) et avec adresse professionnelle au 16, Berkeley Street, Londres W1J 8DZ (Royaume Uni), avec un pouvoir de signature A;

- Monsieur Emilio DI SPIEZIO SARDO, né le 6 mars 1977 à Naples (Italie) et avec adresse professionnelle au 16, Berkeley Street, Londres W1J 8DZ (Royaume Uni), avec un pouvoir de signature A;

- Monsieur Jean-François BOUCHOMS, né le 12 avril 1966 à Luxembourg (Luxembourg) et avec adresse professionnelle au 15, rue du Fort Bourbon; L-1249 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un pouvoir de signature B;

- Monsieur Mark WEEDEN, né le 4 décembre 1954 à Londres (Royaume Uni) et avec adresse professionnelle au 21, Avenue Pasteur; L-2311 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un pouvoir de signature B.

2. le siège social est établi au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DORTSCHY, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 avril 2013. LAC/2013/18914. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Référence de publication: 2013056987/357.

(130070662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2013.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 143.926.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of February, before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of TRITON MASTERLUXCO 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro and eighteen cent (EUR 12,500.18), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), having been incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 23 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 195 of 29 January 2009, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143.926. The articles of incorporation were last amended following a deed of the undersigned notary, dated 22 February 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is declared open at 6.28 pm by Me Manfred Müller, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed Me Maxime Bertomeu-Savalle, lawyer, with professional address in Luxembourg, as secretary.

The meeting elected Me Marc Frantz, lawyer, with professional address in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman called upon the notary to record that:

(i) The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1 To increase the share capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro and eighteen cent (EUR 12,500.18) to an amount of twelve thousand five hundred euro and nineteen cent (EUR 12,500.19).

2 To issue one (1) new class 11 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for this new class 11 share, with payment of a share premium in an amount of two million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cent (EUR 2,999,999.99) by Eudora Holdco S.a r.l. and to accept full payment for this new class 11 share by a contribution in kind.

4 To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the foregoing items of the agenda.

5 Miscellaneous.

(ii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) The entire share capital hereby represented, at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that due notice had been given and that they had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) The present meeting is consequently properly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, resolved unanimously that:

First resolution

The general meeting resolved to increase the share capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro and eighteen cent (EUR 12,500.18) to an amount of twelve thousand five hundred euro and nineteen cent (EUR 12,500.19).

Second resolution

The general meeting resolved to issue one (1) new class 11 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared Eudora Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143.936 (the "Subscriber"),

represented by Me Marc Frantz, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 28 February 2013, which, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities at the same time.

The Subscriber, represented as stated above, declared to subscribe for one (1) new class 11 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), together with the payment of a share premium in an amount of two million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cent (EUR 2,999,999.99) to be paid by a contribution in kind consisting of a receivable held against a subsidiary of the Company in the total amount of three million euro (EUR 3,000,000.-) (the "Contribution in Kind").

Proof of the ownership by the Subscriber of the Contribution in Kind has been given by the undersigned notary.

The Subscriber declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

The Subscriber further stated that a report has been drawn up by the board of managers of the Company wherein the Contribution in Kind is described and valued (the "Report"), which Report, after having been signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for purpose of registration.

The conclusions of that Report read as follows:

"Based on our valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the Contribution in Kind which corresponds at least in number and nominal value to the one new class 11 share, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), to be issued with a share premium in an aggregate amount of two million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cents (EUR 2,999,999.99)".

Third resolution

The general meeting resolved to accept such subscription and payments and to allot the new class 11 share according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

The general meeting resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Aforementioned paragraph will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro and nineteen cent (EUR 12,500.19) represented by seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 1 shares (the "Class 1 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 2 shares (the "Class 2 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 3 shares (the "Class 3 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 4 shares (the "Class 4 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-two (73,532) class 5 shares (the "Class 5 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-three (73,533) class 6 shares (the "Class 6 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty (73,530) class 7 shares (the "Class 7 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 8 shares (the "Class 8 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty (73,530) class 9 shares (the "Class 9 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 10 shares (the "Class 10 Shares"), seventy-three thousand five hundred thirty-one (73,531) class 11 shares (the "Class 11 Shares"), seventy-three thousand

five hundred thirty (73,530) class 12 shares (the “Class 12 Shares”) and three hundred sixty-seven thousand six hundred forty-seven (367,647) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), (together the “Shares” and each a “Share”), each Share having a nominal value of one euro cent (0.01), and being fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind payable by the Company by reason of this deed are estimated at three thousand three hundred euro (EUR 3,300.-).

There being no other business, the extraordinary general meeting was adjourned at 6.45 pm.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of inconsistencies between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille treize, le vingt-huit février,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s’est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de TRITON MASTERLUXCO 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros et dix-huit centimes (EUR 12.500,18), avec siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (la «Société») constituée par acte notarié en date du 23 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 195 en date du 29 janvier 2009 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.926. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 22 février 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L’assemblée a été déclarée ouverte à 18.28 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Maxime Bertomeu-Savalle, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L’assemblée a choisi comme scrutateur Maître Marc Frantz, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a prié le notaire soussigné d’acter ce qui suit:

(i) L’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence d’un centime d’euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros et dix-huit centimes (EUR 12.500,18) à un montant de douze mille cinq cents euros et dix-neuf centimes (EUR 12.500,19).

2 Émission d’une (1) nouvelle part sociale de catégorie 11 d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de cette nouvelle part sociale de catégorie 11, avec paiement d’une prime d’émission de deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 2.999.999,99) par Eudora Holdco S.à r.l. et acceptation de la libération de cette nouvelle part sociale de catégorie 11 par un apport en nature.

4 Modification de l’alinéa 1^{er} de l’article 5 des statuts de la Société, afin de refléter les points précédents de l’ordre du jour.

5 Divers.

(ii) Les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu’ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal.

(iii) Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants.

(iv) L’intégralité du capital social souscrit étant représentée à la présente assemblée générale, et les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l’ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d’usage.

(v) La présente assemblée générale est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l’ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a alors pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros et dix-huit centimes (EUR 12.500,18) à un montant de douze mille cinq cents euros et dix-neuf centimes (EUR 12.500,19).

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé d'émettre une (1) nouvelle part sociale de catégorie 11, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Eudora Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.936 (le «Souscripteur»),

représentée par Maître Marc Frantz, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donné le 28 février 2013.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire une (1) part sociale nouvelle de catégorie 11, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 2.999.999,99) et libérer intégralement cette part sociale souscrite par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total de trois millions euros (EUR 3.000.000,-) (l'«Apport»).

La preuve par le Souscripteur de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Le Souscripteur a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de notre méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observation à mentionner sur la valeur de l'Apport en Nature qui correspond au moins en nombre et valeur nominale à une nouvelle part sociale de catégorie 11, d'une valeur nominal d'un cent (EUR 0,01), à émettre avec une prime d'émission d'un montant de deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 2.999.999,99).»

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé d'accepter ladite souscription et lesdits paiements et d'émettre la nouvelle part sociale de catégorie 11 conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros et dix-neuf centimes (EUR 12.500,19) divisé en soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) parts sociales de catégorie 1 (les «Parts Sociales de Catégorie 1»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) parts sociales de catégorie 2 (les «Parts Sociales de Catégorie 2»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) parts sociales de catégorie 3 (les «Parts Sociales de Catégorie 3»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) parts sociales de catégorie 4 (les «Parts Sociales de Catégorie 4»), soixante-treize mille cinq cent trente-deux (73.532) parts sociales de catégorie 5 (les «Parts Sociales de Catégorie 5»), soixante-treize mille cinq cent trente-trois (73.533) parts sociales de catégorie 6 (les «Parts Sociales de Catégorie 6»), soixante-treize mille cinq cent trente (73.530) parts sociales de catégorie 7 (les «Parts Sociales de Catégorie 7»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) part sociales de catégorie 8 (les «Parts Sociales de Catégorie 8»), soixante-treize mille cinq cent trente (73.530) part sociales de catégorie 9 (les «Parts Sociales de Catégorie 9»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) part sociales de catégorie 10 (les «Parts Sociales de Catégorie 10»), soixante-treize mille cinq cent trente et une (73.531) part sociales de catégorie 11 (les «Parts Sociales de Catégorie 11»), soixante-treize mille cinq cent trente (73.530) parts sociales de catégorie 12 (les «Parts Sociales de Catégorie 12») et trois cent soixante-sept mille six cent quarante-sept (367.647) sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), ensemble les «Parts Sociales» et chacune une «Part Sociale»), chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), toutes entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille trois cents euros (EUR 3.300,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18.40 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Müller, M. Bertomeu-Savalle, M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 7 mars 2013, REM/2013/367. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 mars 2013.

Référence de publication: 2013034895/219.

(130042643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

Gradeon Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 175.888.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the first day of March.

Before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange.

There appeared:

- Mr Martin PETROV, independant, born at Rousse (Bulgaria), on 13 May 1974, residing at L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg,

Such appearing person has required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which he declares organized, the articles of association of which shall be as follows:

Art. 1. There is hereby established a „société à responsabilité limitée" which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10th, 1915 referring to commercial companies as amended from time to time, as well as by the present articles of association.

Art. 2. The Company will exist under the name of "Gradeon Group".

Art. 3. The registered office of the Company is established in Esch-sur-Alzette.

It can be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 4. The Company's object is:

- the creation, the development, the edition and the management of products and internet services, games, art design, informatics, visuals and acoustic, the universe of fiction and leisure activities, the production and the commercialization of internet products and services;

- the development of products and delivery of consultancy and educational services in the area of information technology, information security and data protection.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its the above described objects.

Art. 5. The Company is established for an unlimited period.

Art. 6. The issued capital of the Company is set at twelve thousand four hundred euro (EUR 12,400.-) represented by one hundred twenty-four (124) shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all subscribed by the sole shareholder Mr Martin PETROV, independant, residing at L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg.

All the shares have been fully paid-up, by payment in cash, so that the amount of twelve thousand four hundred Euro (12,400.- EUR) is from now on at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary, by means of a bank certificate.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the law.

Art. 7. Shares may be freely transferred between shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the agreement of shareholders representing at least 75% of the capital.

For all other matters reference is being made to Articles 189 and 190 of the law referring to commercial companies.

Art. 8. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Art. 9. The death, the suspension of civil rights, the bankruptcy or the failure of one of the shareholders do not put an end to the Company.

Art. 10. The Company is administrated by one or more managers, who need not be shareholders. They are appointed by the general meeting of shareholders for an undetermined period and they can be removed at any time.

The powers of the manager(s) will be determined in the nomination deed.

Art. 11. Decisions of shareholders are being taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management.

No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

As long as the Company has only one shareholder the sole shareholder will exercise the powers reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders.

The resolutions taken by the sole shareholder will be set down in the form of minutes.

Art. 12. The accounting year of the Company starts on the first of January and ends on the last day of December each year.

Art. 13. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations and the provisions constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 14. In case of dissolution of the Company each shareholder will draw, before any distribution, the nominal amount of his parts in the capital; the surplus shall be divided in proportion to the invested capital of the shareholders. Should the net assets not allow the reimbursement of the capital, the distribution will take place in proportion to the initial investments.

Art. 15. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by Article 142 of the Law of August 10th 1915 and of its modifying laws. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

Art. 16. Reference is made to the existing regulations for all matters not mentioned in the present articles of association.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and end on December 31, 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,100.-.

Decisions of the sole shareholder in lieu of a general meeting

The above named shareholder, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately taken the following resolutions:

1. The adress of the registered office of the Company shall be at L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Is appointed as the manager of the Company for an unlimited period of time: Mr Martin PETROV, independant, born at Rousse (Bulgaria), on 13 May 1974, residing at L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The manager is vested with the broadest powers to act in the name of the Company in all circumstances and to bind the Company with his sole signature.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Hesperange, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le premier mars.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Monsieur Martin PETROV, indépendant, né à Rousse (Bulgarie), le 13 mai 1974, demeurant à L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg,

Lequel comparent a requis le notaire instrumentant de recevoir l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare organiser et dont il a arrêté les Statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société adopte la dénomination «Gradeon Group».

Art. 3. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 4. La Société a pour objet:

- la création, le développement, l'édition et la gestion de produits et services internet, ludiques, graphiques, informatiques, visuels et sonores, d'univers de fiction et de loisir, la production et la commercialisation des produits et services internet;

- le développement de produits ainsi que les services de consultance et de formation dans le domaine IT, information sécurité et de protection de données.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet tel que décrit ci-dessus.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Martin PETROV, indépendant, demeurant à L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg,

Toutes les parts ont été entièrement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant moyennant certificat bancaire.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites des dispositions légales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75 % du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la Société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la Société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement à 1.100.- EUR.

Décisions de l'associé unique en lieu et place de l'assemblée générale

Le comparant prénommé, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en lieu et place de l'assemblée générale et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg.
2. Est désigné gérant de la société pour une durée indéterminée Monsieur Martin PETROV, indépendant, né à Rousse (Bulgarie), le 13 mai 1974, demeurant à L-4222 Esch-sur-Alzette, 195, rue de Luxembourg,

Le gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et engager la Société par sa seule signature.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en langue française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Petrov, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 mars 2013. Relation: LAC/2013/11045. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 15 mars 2013.

Référence de publication: 2013036324/193.

(130044504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

CAE Management Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 151.323.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of February,

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, who will keep the original of the present deed,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of CAE Management Luxembourg, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 12 Rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 2,953,455, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 151.323 (the "Company").

There appeared

the shareholders of the Company:

- 7320701 Canada Inc., a company duly incorporated and validly existing in accordance with Canada Business Corporation Act, having its address in the Province of Quebec, Canada and registered with the state of Canada under number 7320701, holder of 2,653,454 ordinary shares and 100,000 Class A MRPS; and

- CAE International Holdings Ltd., a company duly incorporated and validly existing under the laws of Canada, having its registered office at 8585 Chemin de la Côte de Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 1G6, Canada, holder of 1 ordinary share, 100,000 Class B MRPS and 100,000 Class C MRPS;

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The chairman requests the notary to enact that the 2,653,455 ordinary shares and 300,000 mandatory redeemable preferred shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders of the Company have been duly informed.

The shareholders of the Company through their proxy holders request the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Issuance of new ordinary shares by the Company;
2. Subscription and payment of the new ordinary shares by way of a contribution in kind by a shareholder of the Company;
3. Cancellation of shares of the Company;
4. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the shareholders, the following resolutions were taken:

First resolution

It is resolved to issue one hundred thousand (100,000) new ordinary shares of the Company with a nominal value of one United States Dollar (1 USD) each with a share premium attached of an amount of forty-six million four thousand one hundred United States Dollars (USD 46,004,100) to be allocated (i) to the freely available accounting balance sheet item "premium issuance" of the Company as share premium for an amount of forty-five million nine hundred and ninety-four thousand one hundred United States Dollars (USD 45,994,100) and (ii) to the unavailable accounting balance sheet item "legal reserve" of the Company as legal reserve for an amount of ten thousand United States Dollars (USD 10,000), for a global amount of forty-six million one hundred and four thousand one hundred United States Dollars (USD 46,104,100) (the "New Ordinary Shares").

Second resolution

It is resolved to accept that the New Ordinary Shares be subscribed by 7320701 Canada Inc. by way of a contribution in kind to the Company for an amount of USD 46,104,100.

Subscription - Payment

7320701 Canada Inc., through its proxy holder, declared to fully subscribe to the New Ordinary Shares by way of the contribution to the Company of the 100,000 Class A MRPS with a nominal value of USD 1 each and a share premium attached of an amount USD 46,004,100 allocated (i) to the freely available accounting balance sheet item "premium issuance" of the Company as share premium for an amount of USD 45,994,100 and (ii) to the unavailable accounting balance sheet item "legal reserve" of the Company as legal reserve for an amount of USD 10,000, it holds in the Company for a global amount of USD 46,104,100 (the "7320701 Canada Inc. Class A MRPS").

As a result, the New Ordinary Shares have been fully paid up by the contribution of the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS.

Evaluation

The value of the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS is set at USD 46,104,100.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution

7320701 Canada Inc., contributor represented as stated here-above, expressly declares that:

- (i) the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS are in registered form;
- (ii) the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS are fully paid-up;
- (iii) it is the sole legal owner and holder of all rights, title and interest in and to the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS;
- (iv) the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (v) the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS are not the object of a dispute or claim;
- (vi) the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS are freely transferable with all the rights attached thereto; and
- (vii) all formalities subsequent to contribution of the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS required under any applicable law will be carried out in order for the contribution to be valid anywhere and towards any third party.

Third resolution

It is resolved that, simultaneously to the above issuance, subscription and contribution, the 7320701 Canada Inc. Class A MRPS be cancelled so that the share capital of the Company is neither increased nor decreased and is represented by 2,753,455 ordinary shares, 100,000 Class B MRPS and 100,000 Class C MRPS held as follows:

- by 7320701 Canada Inc., 2,753,454 ordinary shares with a nominal value of USD 1 each; and
- by CAE International Holdings Ltd., (a) 1 ordinary share with a nominal value of USD 1, (b) 100,000 Class B MRPS with a nominal value of USD 1 each and (c) 100,000 Class C MRPS with a nominal value of USD 1 each.

Fourth resolution

As a result of the foregoing statements and resolutions, the shareholders of the Company resolved to amend the article 6 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 6. Capital.** The Company's share capital is set at USD 2,953,455 (two million nine hundred and fifty-three thousand four hundred and fifty-five United States Dollars) divided into the following classes of shares:

- 2,753,455 (two million seven hundred fifty-three thousand four hundred fifty-five) ordinary shares ("Ordinary Shares");
 - 100,000 (one hundred thousand) class B mandatory redeemable preferred shares (the "Class B MRPS"); and
 - 100,000 (one hundred thousand) class C mandatory redeemable preferred shares (the "Class C MRPS");
- (the Class B MRPS and Class C MRPS are hereinafter collectively referred to as the "MRPS");
- (the MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter collectively referred to as the "Shares" and individually as a "Share").

All the Shares have a nominal value of USD 1.- (one United States Dollar) each and are fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present notarial deed, have been estimated at about EUR 6,800.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person acting through its attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation and that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.
The document having been read to the attorney of the appearing person, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinzième jour de février,

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel aura la garde de la présente minute.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de CAE Management Luxembourg, société à responsabilité, dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social de 2.953.455 USD et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151323 (la «Société»).

On comparu,

les associés de la Société:

- 7320701 Canada Inc., une société dûment constituée et existant valablement en vertu du Canada Business Corporation Act, ayant son adresse dans la Province du Québec, Canada, et immatriculée auprès du gouvernement canadien sous le numéro 7320701, détentrice de 2.653.454 parts ordinaires et 100.000 MRPS de Classe A; et

- CAE International Holdings Ltd., une société dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Canada, ayant son adresse au 8585 Chemin de la Côte de Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 1G6, Canada, détentrice d'une parts ordinaire, de 100.000 MRPS de Classe B et 100.000 MRPS de Classe C;

ici représentées par Monsieur Max MAYER, employé, résidant à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec ce dernier.

Le président prie le notaire d'acter que les 2.653.455 parts sociales ordinaires et les 300.000 parts préférentielles à rachat obligatoire représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

Les associés représentés par leurs mandataires prient le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Emission de nouvelles parts sociales ordinaires par la Société;
2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales ordinaires par un apport en nature par un associé de la Société;
3. Annulation de parts sociales de la Société;
4. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société; et
5. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par les associés, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé d'émettre cent mille (100.000) nouvelles parts sociales ordinaires de la Société avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune et une prime d'émission attachée d'un montant de quarante-six millions quatre mille cent Dollars Américains (46.004.100 USD) devant être allouée (i) au poste disponible du bilan «prime d'émission» de la Société en tant que prime d'émission pour un montant de quarante-cinq millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille cent Dollars Américains (45.994.100 USD) et (ii) à un poste indisponible du bilan «réserve légale» de la Société en tant que réserve légale pour un montant de dix mille Dollars Américains (10.000 USD), pour un montant global de quarante-six millions cent quatre mille cent Dollars Américains (46.104.100 USD) (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires»).

Deuxième résolution

Il est décidé d'accepter que les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires soient souscrites par 7320701 Canada Inc. au moyen d'un apport en nature à la Société d'un montant de 46.104.100 USD.

Souscription - Paiement

7320701 Canada Inc., par son mandataire, a déclaré souscrire aux Nouvelles Parts Sociales Ordinaires au moyen d'un apport à la Société des 100.000 MRPS de Classe A avec valeur nominale de 1 USD chacune et une prime d'émission attachée d'un montant de 46.004.100 USD allouée (i) au poste disponible du bilan «prime d'émission» de la Société en tant que prime d'émission pour un montant de 45.994.100 USD et (ii) à un poste indisponible du bilan «réserve légale»

de la Société en tant que réserve légale pour un montant de 10.000 USD, qu'il détient dans la Société pour un montant global de 46.104.100 USD (les «MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc.»).

Par conséquent, la totalité des Nouvelles Part Sociales Ordinaires susmentionnées ont été entièrement libérées par l'apport des MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc.

Evaluation

La valeur des MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. a été fixée à 46.104.100 USD.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'apport

7320701 Canada Inc., apporteur représenté comme indiqué ci-dessus, déclare expressément que:

- (i) les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. Sont nominatives;
- (ii) les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. sont entièrement libérées;
- (iii) il est le seul détenteur de tous les droits, titres et intérêts des MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc.;
- (iv) les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. sont libres de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (v) les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. ne font l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (vi) les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. sont librement transférables, avec tous les droits y attachés; et
- (vii) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert des MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. requises en vertu de loi applicable seront accomplies afin que l'apport soit valable en tout lieu et à l'égard de tout tiers.

Troisième résolution

Il est décidé que simultanément à l'émission, la souscription et l'apport ci-dessus, les MRPS de Classe A de 7320701 Canada Inc. sont annulées de telle manière que le capital social de la Société n'est ni augmenté ni réduit et est représenté par 2.753.455 parts sociales ordinaires, 100.000 MRPS de Classe B et 100.000 MRPS de Classe C détenues comme suit:

- par 7320701 Canada Inc., 2.753.454 parts sociales ordinaires avec une valeur nominale de 1 USD chacune; et
- par CAE International Holdings Ltd, (a) 1 part sociale ordinaire avec une valeur nominale de 1 USD, (b) 100.000 MRPS de Classe B avec une valeur nominale de 1 USD chacune et (c) 100.000 MRPS de Classe C avec une valeur nominale de 1 USD chacune.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'associé unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit

« **Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à 2.953.455 USD (deux millions neuf cent cinquante-trois mille et quatre cent cinquante-cinq Dollars Américains) divisé en différentes classes de parts sociales comme suit:

- 2.753.455 (deux million sept-cent-cinquante-trois mille quatre-cent-cinquante-cinq) parts sociales ordinaires (les «Parts Ordinaires»);
 - 100.000 (cent mille) parts sociales à rachat obligatoire de classe B (les "MRPS de Classe B"); et
 - 100.000 (cent mille) parts sociales à rachat obligatoire de classe C (les "MRPS de Classe C").
- (les MRPS de Classe B et les MRPS de Classe C sont collectivement dénommés les «MRPS»).
- (les MRPS et les Parts Ordinaires sont collectivement dénommées les «Parts» et individuellement la «Part»).

Toutes les parts ont une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune et sont entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par un vote des associés représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard du présent acte notarié est évalué à environ 6.800,- EUR.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 février 2013. Relation GRE/2013/793. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Référence de publication: 2013035702/209.

(130044212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Cardaim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 118.706.

L'an deux mille treize, le premier mars.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CARDAIM S.A.» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 34B, Rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 118706, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1962 du 19 octobre 2006.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Joëlle CHOUCROUN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Junglinster.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Constatation que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique.

2. Refonte complète des statuts de la Société, sans néanmoins toucher à l'objet social, pour les mettre en conformité avec les dispositions modificatives de la loi du 25 août 2006 ayant prévu la société anonyme unipersonnelle.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale constate qu'à l'heure actuelle la Société n'a plus qu'un actionnaire unique.

A cet effet, l'assemblée générale décide de révoquer le conseil d'administration actuel, de lui donner décharge et de nommer Monsieur François BOUCARD, administrateur de société, né le 12 décembre 1965 à Maisons-Alfort, France, demeurant à F-27730 Bueil, 21, rue de Chanu, comme administrateur unique. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2018.

Comme autorisé par la loi et les statuts, tels qu'adaptés ci-après, la société se trouvera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, sans néanmoins toucher à l'objet social, pour les mettre en conformité avec les dispositions modificatives de la loi du 25 août 2006 ayant prévu, entre autre, la société anonyme unipersonnelle:

«I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «CARDAIM S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques.

La société pourra, en outre, faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le troisième jeudi du mois de mai à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres de bureau et mandataire comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Joëlle CHOUCROUN, Ekaterina DUBLET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 mars 2013. Relation GRE/2013/1002. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013036222/215.

(130044968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Halisol Groupe, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 187.985.410,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 87.799.

—
Résolution de l'associée unique

La soussignée:

Madame Nicole Bru, retraitée, demeurant 19, route de la Capite, CH-1223 Cologny, Suisse,

en sa qualité d'associée unique et représentant l'intégralité du capital social de la Société (ci-après l'«Associée»),

prend la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associée, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, décide de nommer, en qualité de commissaire aux comptes, la société ACE Alpha conseil et expertise S.à r.l., dont le siège social est au 32-36 boulevard d'Avranches L-1660 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B171433, à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2012, pour une durée de six ans, renouvelable.

Le 12 novembre 2012.

Madame Nicole Bru

L'Associée

Référence de publication: 2013041160/21.

(130050411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Gedrosia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 102.480.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 28 mars 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste d'administrateur de la société:

- Monsieur Xavier soulard, demeurant professionnellement au 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1930 Luxembourg.

- Madame Tessa Lang, demeurant professionnellement au 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1930 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer au poste Administrateur avec effet immédiat pour une période se terminant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire devant se tenir en 2016:

- Monsieur Daniel Galhano, né le 13 juillet 1976, à Moyeuve-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg,

- Monsieur Laurent Teitgen, né le 05 janvier 1979, à Thionville, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

3) L'Assemblée décide d'accepter la démission de la société COMCOLUX S.à r.l., inscrit au registre du commerce sous le numéro B 58545, de son poste de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet immédiat.

4) L'Assemblée décide de nommer, au poste de Commissaire aux Comptes de la société, avec effet immédiat pour une période se terminant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire devant se tenir en 2016, la société Révisora S.A ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et inscrit au Registre du commerce sous le numéro B 145.505.

5) L'Assemblée décide d'approuver et d'autoriser le transfert de siège social de la Société au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GEDROSIA HOLDING S.A

Référence de publication: 2013041151/29.

(130050916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.
